



## Révision du Règlement Régional d'Urbanisme à Bruxelles : une réforme inégalitaire, inefficace mais surtout dogmatique. Evitons que « Good Living » ne devienne à son tour « Bad Living ».

par email à [rru-gsv@urban.brussels](mailto:rru-gsv@urban.brussels) et recommandé (Urban - Direction des Affaires juridiques, Département Conseil et Recours à Mont des Arts 10-13, 1000 Bruxelles)

avec copie au Gouvernement, au parlement, aux 19 Bourgmestres, à la société civile et à la presse

Malgré de belles avancées sur les enjeux environnementaux, **nous appelons à la démission** du secrétaire d'État à l'Urbanisme (qui après avoir lancé « Good Move » lance « Good Living ») en tant que porteur du projet d'une réforme du Règlement Régional d'Urbanisme (« RRU ») qui poursuit l'affaiblissement de l'édifice réglementaire bruxellois en matière d'aménagement du territoire.

Pour faire face au renforcement des perturbations que cette réforme va induire, si elle passe en l'état, des organisations d'habitants sont en train de se coaliser en prenant la décision d'ouvrir une souscription afin de soutenir les actions qu'elles seront amenées à engager, notamment sur le terrain judiciaire et médiatique :

compte **Assoc. c/ RRU**

**BE96 6451 0918 0205** - Bic : JVBABE22

(communication de la donation : Nom - Prénom - n° de tél. - email - adresse) (\*)

Madame, Monsieur,

La réforme du Règlement Régional d'Urbanisme (« RRU ») proposée par le gouvernement bruxellois sous la dénomination « **Good Living** » est soumise à enquête publique du 12 décembre 2022 au vendredi **20 janvier 2023** (1).

Après avoir lancé « *Good Move* » en 2016, Pascal Smet revient donc à la charge avec cette fois-ci « *Good Living* ».

Le timing de cette enquête publique, pendant les vacances de fin d'année, pose question, d'autant que la complexité du document nécessite un long examen.

Qui va analyser et décider de prendre en compte, ou pas, les observations pour adapter ce RRU ? Qui va clarifier les difficultés d'interprétations qui apparaissent pour l'application du texte ? Ceux qui présentent ce nouveau RRU à la concertation ne sont-ils pas +/- les mêmes qui vont analyser les observations pour présenter un document final à la signature des instances de la Région Bruxelloise ? Quels sont les garde-fous garantissant une analyse raisonnable et objective (démocratique) des observations qui seront présentées pour un projet aussi impactant pour le futur des Bruxellois ?

À l'instar de « *Good Move* », « *Good Living* » aussi est présenté comme un projet ambitieux visant à améliorer la qualité de vie des Bruxellois.es. Ainsi, Urban.Brussels présente *Good Living* comme suit : « *Il vise à proposer une réglementation orientée vers l'avenir, qui encourage l'évolution des pratiques actuelles et anticipe et accompagne la*

*transformation en cours du territoire bruxellois au profit d'une plus grande résilience et d'une meilleure qualité de vie et de l'environnement. ».*

Reconnaissons-le, il s'agit à nouveau d'annonces vagues et vides de substance car, en réalité, à y regarder de plus près, ce qui est présenté comme « Good Living » pourrait bien vite se transformer en « **Bad Living** » pour les Bruxellois.es.

En effet, le projet de nouveau RRU s'inscrit dans la continuité de la déstructuration réglementaire opérée par les gouvernements successifs depuis plus de 10 ans en matière d'aménagement du territoire (Bruxelles regorge d'exemples) et risque bien de se traduire, dans les faits, par une **destruction de la qualité de vie des Bruxellois.es** en raison, notamment, d'un cadre réglementaire peu clair au profit d'un pouvoir d'appréciation très (trop) important pour les « experts » et autorités régionales.

Ce projet génère actuellement un profond malaise-mécontentement qui est interpellant, tant par sa magnitude que par son intensité. Voici, à titre d'exemples :

05/1/2023 - **Greenpeace** : " **Un coin de nature pour tous-tes les Bruxellois-es** "

<https://www.greenpeace.org/belgium/fr/blog/29711/un-coin-de-nature-pour-tous%c2%b7tes-les-bruxellois%c2%b7es/>

12/1/2023 - **L'association Quartier des Arts s'inquiète du contenu du nouveau RRU (Règlement Régional d'Urbanisme) qui "libère la possibilité réglementaire de construire en hauteur"**

<https://www.lalibre.be/regions/bruxelles/2023/01/12/la-construction-de-tours-va-t-elle-defigurer-bruxelles-certaines-perspectives-doivent-etre-preservees-BAS3TOOHNJCRROI3D6CFQTZTTQ/>

16/1/2023 - **ARAU, BRAL, IEB et Natagora** : " **Stop à la dérégulation de l'urbanisme bruxellois !** "

<https://ieb.be/Stop-a-la-deregulation-de-l-urbanisme-bruxellois?suivi=2023-01-17&noix=46590>

Ce dernier communiqué est cosigné par plus de 50 comités bruxellois :

ARAU . BRAL . IEB . Natagora . Action Logement Bruxelles . Actrices et Acteurs des Temps Présents . Albert Martens pour le quartier Nord . Association des Quartiers d'Auderghem, Boitsfort, Etangs et Forêt . Association de Comités de Quartier Ucclois . Association du quartier Léopold . Apis Bruoc Sella . Bas-les-PAD . Bruxelles – Nature . Avenue Joseph Chaudron verte et conviviale . CCN Vogelzang CBN . Comité Aquilon & environs . Comité Chasse Royale . Centre de rénovation urbaine d'Anderlecht . Comité de quartier du Hameau de Roodebeek . Comité Jourdan . Comité Mediapark . Comité du Quartier Fond'Roy ASBL . Comité du Quartier Meunier . Comité de quartier Notre-Dame-aux-Neiges . Comité PorteNinovePoort . Comité Tervuren-Montgomery . Collectif d'animatrices de Bruxelles m'habite (Radiopanik.org) . Collectif Sauvons La Friche Josaphat . Comité Merode . Churchill (Longchamp Messidor) . Commission Ornithologique de Watermael-Boitsfort . Cercles Naturalistes de Belgique . Equipes populaires . Groupe d'animation du quartier européen . Greenpeace . La Rue asbl . Let's save Tenreuken . Les Amis de la Forêt de Soignes . Ligue Royale de Protection des Oiseaux . Maison de quartier Bonnevie . Midi Moins Une ! . QuartierWielsWijk . Save Donderberg . SOS Kauwberg . Uccla Natura . The Shifters . Tuiners Forum des Jardiniers . Union des locataires d'Anderlecht . Union des Locataires des Marolles . Wolu-Inter-Quartiers ASB

## A. EN TERMES DE PERSPECTIVES

L'Atlas des "Altitudes Limites à Bruxelles" constitue un précieux document dont il convient de rappeler l'existence et la pertinence afin de préserver certaines perspectives urbaines (voir <https://tervuereen-montgomery.eu/Site-FR/Altitudes-limites-Bruxelles.htm>)

[ATLAS DES ALTITUDES LIMITES : TABLEAU D'ASSEMBLAGE](#) - Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme et de l'aménagement du territoire (pdf)

[Porte de Tervuren - Arcades du Cinquantenaire - Avenue de Tervuren](#) (pdf)



La tour The One, qui abîme la perspective sur le Cinquantenaire, depuis l'avenue de Tervuren. - ©Quartier des Arts

## B. EN TERMES D'URBANISME

Cette proposition de réforme du RRU « Good Living » prévoit d'introduire :

- une discrimination sans précédent entre les différents acteurs / promoteurs (entre les '*biens introduits*' et les autres) mais aussi dans le chef du fonctionnaire délégué qui se retrouve avec les pleins pouvoirs en l'absence de règles claires ;
- un pouvoir d'appréciation discrétionnaire important (attention à l'arbitraire !) dangereux pour la sécurité des projets du fait de risques accrus de recours ;
- une insécurité juridique non seulement pour les projets mais aussi et surtout pour l'administration (qui ne sait plus sur quel pied danser) et - surtout - pour les habitants (qui ne font pas face à un cadre réglementaire clair pourtant essentiel aux Bruxellois.es pour se lancer et faire des projets sur le long terme).

Pour faire face aux crises en tout genre que nous traversons et auxquelles il faut nous préparer, une question lancinante se pose : **quelle est l'orientation générale prise par nos ministres régionaux pour répondre aux grands enjeux à venir et bien au-delà de l'enquête publique du jour ?**

- S'agit-il d'imposer des règlements qui dérèglent dans le cadre d'une gouvernance bruxelloise toujours plus orientée vers le fait « autoritaire » sans concertation avec les citoyens, commerçants et autorités locales, comme ce fut le cas pour le plan « Good Move » ?

- Ou bien s'agit-il d'apprendre de ses erreurs afin de mieux partager les décisions qui s'imposent dans le cadre d'une démocratie urbaine apaisée, responsable et renouvelée ?

La réforme en cours a démarré par la création d'une commission d'experts qui a établi un rapport préliminaire. Force est de constater que la société civile n'y a pas été représentée, contrairement aux promoteurs et professionnels du milieu de la construction.

Dans la crise de la représentation démocratique que nous traversons, ne pas associer les premiers concernés à cette vaste réforme de l'habitat - c'est-à-dire les habitants et les entreprises de Bruxelles - mais y associer uniquement les « professionnels » de l'immobilier, c'est-à-dire ceux qui veulent en profiter pour réaliser d'importants profits, n'est pas seulement maladroit mais constitue une faute, voir un conflit d'intérêts.

Avec le nouveau projet de RRU « Good Living », le pouvoir politique ambitionne :

- de **ne pas s'adapter aux circonstances** en adoptant des normes de manière complexe pour au final « **délégiférer** »,
- de s'appuyer sur la **notion de "qualité"** sans pour autant définir ce qu'elle est,
- d'organiser des réunions exclusives en "**chambre de qualité**" qui s'apparente à un espace à huis-clos devant statuer sur une notion de "qualité" non définie ...

L'**absence de balises** sur des sujets importants comme la **démolition du bâti**, la **hauteur** ou la **densité** ainsi que la trop grande **exigence de certaines nouvelles règles** et le **dogme anti-voiture** qui y est, à l'instar de « Good Move », bétonné à jamais auront dans la pratique des **conséquences contraires aux objectifs poursuivis**.

Le gouvernement a-t-il oublié 1<sup>er</sup> round de la saga du [PAD LOI](#) et des événements survenus en août-septembre à Anderlecht et Schaerbeek ?

### **C. EN TERMES DE MOBILITE ET DE REPARTITION DE L'ESPACE EN VOIRIE PUBLIQUE** : le nouveau projet de RRU Good Living, le Good Move de l'urbanisme

Ce RRU « Good Living » s'appuie de manière répétée sur la référence « Good Move ».

« Good Living », sous une apparence édulcorée de bonnes intentions louables dans l'organisation des lieux pour une meilleure qualité de vie des habitants est aussi une **arme massue** pour faire passer la quasi suppression de la circulation automobile à Bruxelles prônée par « Good Move », **sans souci des conséquences** ...

Avec « Good Living », le gouvernement poursuit une politique ouvertement anti-voitures et amène à une diminution drastique des emplacements de stationnement **sans indicateur** et **sans traitement différencié entre les quartiers**, mais aussi et surtout

**sans alternatives sérieuses** (pas encore de RER et de parkings de dissuasion suffisants).

Faut-il rappeler que « Good Move » est déjà un problème à Cureghem, à la Cage aux Ours à Schaerbeek mais aussi dans le district Tervueren-Montgomery à Etterbeek et dans les deux Woluwe?

De manière générale, l'article *Plan «Good living» à Bruxelles: c'est le moment de donner votre avis!* (<https://www.sudinfo.be/id595335/article/2022-12-30/plan-good-living-bruxelles-cest-le-moment-de-donner-votre-avis>) répertorie les nombreux points de « Good Living » concernant la place laissée aux véhicules en rue et qui font polémique, dont notamment et par idéologie :

- la **priorisation absolue du vélo** par rapport à tous les autres modes de transport, y compris les transports en commun : "*En cas d'hésitation entre une piste cyclable et une voie de bus, c'est la piste cyclable qui l'emporte alors que le vélo représente seulement 4 à 5 % des déplacements et qu'il n'a pas la même capacité qu'un bus ...*", sans parler des conditions météo ;

- le **bannissement corrélatif de l'automobile** avec notamment la volonté d'interdire les places de stationnement en épi (par exemple entre Montgomery et le palais Stoclet à WSP alors qu'il n'y a aucun risque pour les cyclistes) ou perpendiculaires ainsi que l'interdiction de stationner devant un nombre très important d'endroits : les monuments classés, parcs, écoles, lieux de cultes et de cultures mais aussi des trottoirs plus larges, réduisant à peau de chagrin la place laissée aux automobiles (qui, plus souvent stationnées, demeurent toutefois indispensables pour nombre de trajets que ce soit pour les personnes exerçant certaines professions et les personnes âgées, malades, handicapées ou encore les enfants en bas âge) ;

- **l'interdiction de tous les emplacements de parking à l'air libre sur les terrains privés.**

De plus, la **règle limitant à 50% la surface de voirie disponible aux véhicules automobiles s'applique indistinctement** (quelle que soit la largeur de la voirie, quel que soit le besoin de stationnement des riverains) et quel que soit le type de voirie (circulation locale au sein de mailles résidentielles ou de liaison là où se concentre la circulation automobile).

Avec toutes ces restrictions, les Bruxellois.es sont bien en droit de  
se demander quelle sera la prochaine étape...

Sans parler de l'absence de vision intégrée au sujet de l'**axe pénétrant Tervueren-Loi** qui s'étend des entrées autoroutières Namur et Liège à la petite ceinture et qui regroupe de nombreux projets en cours ou à venir (2).

Les dérives éco-autoritaires de BM et de la Ministre de la Mobilité sont clairement apparues lors de la tentative (avril 2021) de réduire à [une seule bande de circulation automobile dans chaque sens l'avenue de Tervueren entre les étangs Mellaerts et les Quatre Bras](#) sous prétexte mensonger qu'il était impossible de réaménager la piste cyclable existante dans la forêt de Soignes.

Devant la vive réaction des communes et des associations de riverains concernées, *l'impossible est devenu possible* : la rénovation de cette voie cycliste a été réalisée très rapidement et sans demande de PU.

La volonté de BM, en matière d'entrée et de sortie de la ville, va également dans une orientation réduisant drastiquement les accès et sorties des véhicules automobiles **sans alternatives sérieuses** : pas encore de RER, manque cruel de parkings de dissuasion.

Pourquoi tout interdire alors que les parkings de transit font cruellement défaut ?

« Good Living » n'en parle pas, car il va dans le même sens : **TROP VITE et TROP TÔT**.  
C'est **trop restrictif** pour les habitants et leurs visiteurs et c'est **inquiétant au niveau économique** pour la région bruxelloise.

« Good Move » est la concrétisation des objectifs similaires à ceux que l'on retrouve dans la Note d'Orientation Stratégique avenue de Tervueren (NOS) rédigée 11/11/2020 en interne par Bruxelles Mobilité (BM) pour l'avenue de Tervueren. Cette NOS tente clairement d'en atténuer la perception des vrais objectifs par la population.

Cette NOS, [dissimulée aux habitants et aux communes bruxelloises](#), a été rédigée par et au seul profit de ses auteurs (cyclistes rapides de transit et doctrinaires) et au détriment de tous les autres usagers (familles avec enfants, PMR, personnes âgées, entreprises, ...), peu en importe les conséquences... Est-ce acceptable ?

Les [objectifs de cette NOS](#), que BM a finalement dû transmettre sous la pression d'une mise en demeure par cabinet d'avocat, étaient :

- **1- Objectif avoué** : installation de pistes cyclables bidirectionnelles, soit un RER vélo en ville,
- **2- Objectif caché** : suppression d'un maximum de parkings (proche des 100% si possible).

Tout le reste évoqué dans cette NOS (qualité de vie, intégration d'espaces de convivialité et de verdure, ...) n'était qu'anesthésique pour faire passer les deux vrais objectifs, alors que :

- **une bidirectionnelle en milieu dense urbain** est contraire à la sécurité,
- **un RER vélo**, un trafic de transit dense, **est non conforme dans des quartiers que Good Move voudrait voir comme des « mailles apaisées »** (sic).

Il ne faudrait pas que, comme pour la loi de sortie du nucléaire en 2025 à laquelle personne ne croyait (sauf peut-être Ecolo-Groen), la région bruxelloise ne tombe dans le même panneau :

- en suivant les intentions cachées de groupements dogmatiques très actifs,
- on utilise le RRU pour manipuler les habitants et les entreprises de Bruxelles en supprimant les voitures et ...
- on verra bien ce qui va se passer ...
- les bruxellois .es et les entreprises seront bien obligés de faire sans ...
- et plus tard, on pourrait se rendre compte que ce n'est actuellement pas raisonnable !

### **TROP VITE et TROP TÔT...**

Le prix à payer risque de nous coûter cher à tous et sera très cher en conséquences économiques pour la Région Bruxelloise ... comme ce qui s'annonce pour le nucléaire.

## **D. EN TERMES DE CLIMAT ET DE BIODIVERSITE**

Bruxelles doit s'engager pour plus d'espace (promenade, transports publics, cyclistes) et à verdier et créer des îlots de fraîcheur tout en désimperméabilisant et rénovant les bâtiments avec des énergies renouvelables.

Mais est-il pour autant réaliste de les imposer aveuglément et indistinctement sur tout le territoire régional ?

De plus, malgré de belles avancées sur les enjeux environnementaux, ce projet de RRU ne **répond pas assez à la crise du réchauffement climatique et de la biodiversité**.

Il ne préserve pas, ni ne protège les espaces verts existants qui sont défendus, entre autres par Bas les Pad.

Le maintien des espaces où la biodiversité se développe déjà est une nécessité (en construisant sur les terrains déjà bétonnés ou bitumés plutôt que sur des prairies ou des forêts). Il n'y a pas d'engagements clairs pour protéger la nature existante.

Greenpeace lance l'appel à réagir [Un coin de nature pour tous-tes les Bruxellois-es](#)

Le Tuiniersforum des jardiniers a pris position : [L'urbanisme écologique proposé est cosmétique - l'écologie urbaine dont nous avons besoin est cosmologique](#)

La question qui se pose à nous est de savoir si nous voulons de cette Bruxelles-là ?

## E. BRUXELLES, CAPITALE DE L'EUROPE, SE DOIT DE MONTRER L'EXEMPLE

Quelle démocratie participative le pouvoir politique bruxellois prévoit-il par ce dispositif ?

La démocratie participative est devenue un pilier indispensable à tout processus de prise de décision.

Ainsi, quelle voix des habitants prévoit-il dans l'aménagement du territoire ? Et quelle dimension citoyenne dans l'aménagement de l'espace ouvert public ?

Il faudra bien que le gouvernement choisisse entre des attitudes politiques qui s'apparentent à ce qui a cours dans certains pays à la marge de l'Union et une tradition associative bruxelloise qui demeure très vive et organisée, malgré les pressions politiques et les coupes budgétaires.

Lors du dernier rendez-vous annuel de grands investisseurs internationaux du secteur de la construction à Cannes (le MIPIM), le secrétaire d'État en charge de l'actuelle réforme du RRU a déclaré vouloir « **Make people happy against their will** » (3).

Ajouté à la méthodologie employée pour « Good Move », ou encore les Uber-files dévoilés il y a plusieurs mois, cela en dit long, non seulement sur le personnage mais aussi sur l'objectif et la méthodologie du nouveau RRU envisagé, masqué sous le doux nom de « Good Living ».

La proposition de réforme du RRU indique pour sa part à l'article 2 :

*« La conformité d'un projet au présent règlement ne préjuge pas de sa conformité au bon aménagement des lieux qui sera appréciée par l'autorité compétente pour délivrer le permis d'urbanisme ».*

Le fond du discours semble se dégager.

C'est donc bien l'option de l'arbitraire providentiel qui semble être retenue, pour le moment, en s'appuyant sur un indéfinissable 'bon aménagement des lieux' ou de critères de 'qualités' jamais précisés.

Le Ministre en charge et ses affidés en seraient-ils les uniques garants au bénéfice de quelques « bien introduits et entourés » ?

Un règlement ne doit-il pas permettre à l'administration de se doter de balises claires pour juger de la qualité d'un projet au regard de critères objectifs ?

Faute de quoi, qui bénéficiera de la subjectivité ?



**change.org** Lancer une pétition Mes pétitions Parcourir les pétitions

Progression Pétition Commentaires **Mises à jour** Découvrir

MISE À JOUR SUR LA PÉTITION

## Signez notre nouvelle pétition contre la réforme bruxelloise de l'urbanisme (RRU). Lisez pourquoi.

 **Comité TERVUEREN-MONTGOMERY**  
Bruxelles, Belgique



11 JANV. 2023 —

Vous avez été nombreux à nous soutenir avec cette pétition contre le PAD LOI.

Cela fut porteur et le projet semble avoir été enterré. Le PAD LOI était un exemple de mauvaise gouvernance et du manque flagrant d'encadrement des intérêts privés.

Aujourd'hui, une nouvelle menace se précise contre notre qualité

6 614 ont signé. Prochain objectif : 7 500 !

Plus que 886 signataires pour atteindre le prochain objectif. Grâce à vous cette pétition va prendre de l'ampleur et être victorieuse. Découvrez comment :

**Aidez cette pétition à prendre de l'ampleur**

Ce sont **plus de 6600 personnes** qui s'opposent, depuis le projet avorté de Pad LOI, à l'élévation des tours et à la destruction des perspectives, dont **plus de 500** demandent ouvertement (depuis le 12 janvier 2023) la démission du ministre secrétaire d'État, porteur de ce projet de RRU « Good Living ».

ARAU, BRAL, IEB et Natagora avertissent de leur côté "[Stop à la dérégulation de l'urbanisme bruxellois !](#)" :

« ... Pour conclure, le secteur associatif constate que le RRU actuel est en effet obsolète à bien des niveaux. Il nécessite une réactualisation, notamment pour favoriser la rénovation plutôt que la démolition-reconstruction, améliorer l'espace public, protéger les intérieurs d'îlot et participer au redéploiement de la biodiversité, faciliter la reconversion des bureaux vides en d'autres fonctions nécessaires, végétaliser l'espace public et le réallouer aux usages sociaux, etc. Le projet actuellement soumis à l'enquête publique propose certes plusieurs avancées dans ces domaines mais la dérégulation qu'il introduirait ouvre la porte à l'arbitraire. Il pousse à un aménagement du territoire

*prédateur mesurant la qualité des projets à l'aune de la rentabilité qu'ils produisent, créant ainsi une ville de plus en plus inhospitalière, tant pour la biodiversité que pour ceux qui sont exclus du partage du gâteau. La Région a besoin d'un règlement clair faisant sortir Bruxelles de la culture de la dérogation, un règlement qui lutte contre les projets spéculatifs et qui renforce le contrôle démocratique, un règlement garantissant une ville vivable pour tout le vivant. Good Living est un beau slogan, mais ce n'est plus d'un slogan dont la ville a besoin aujourd'hui ... »*

Plutôt que de vouloir une réglementation qui dérègle, **il faut une réglementation et des règles claires pour tout le monde.**

#### **F. EN REGARD DE QUOI, NOUS PRECONISONS LES MESURES SUIVANTES :**

- 1) nous appelons à la démission** du secrétaire d'État, porteur de ce projet de RRU « Good Living », qui outre l'absence totale et entière de respect à l'égard des Bruxellois.es, a poursuivi la dénaturation néolibérale de l'édifice réglementaire bruxellois (réglementer avec les professionnels de l'immobilier mais sans les premiers concernés, les habitants de Bruxelles, pour mieux déréglementer),
- 2) nous demandons au nouveau Ministre d'organiser des États généraux de l'aménagement du territoire bruxellois** pour remettre cet édifice en état sur des bases simplifiées, équitables, accessibles et lisibles par tous, en partant d'abord de la ville qui existe plutôt que de calibrer les mesures sur les opérations de construction neuve au bilan carbone plus défavorable,
- 3) en attendant, nous ouvrons une souscription large aux citoyens et à la société civile pour aider le secteur associatif bruxellois** à financer les nombreux recours annoncés par la réforme suite aux nombreux dysfonctionnements qui en résulteront :

compte **Assoc. c/ RRU** (\*)

**BE96 6451 0918 0205** - Bic : JVBABE22

(communication de la donation : Nom - Prénom - n° de tél. - email - adresse)

**Il s'agit de nous mettre d'accord sur une méthode de gouvernance participative, plus démocratique, afin d'aboutir à des règles plus justes, plus solides qui anticipent sur un avenir plus que jamais incertain en associant les Bruxellois.es plutôt que le secteur immobilier.**

Bruxelles, le 19 janvier 2023

Comité [Tervueren-Montgomery](#)

[comite.tervueren@gmail.com](mailto:comite.tervueren@gmail.com)

0470.020.304

---

(\*) cogestion du compte associatif assurée pour le moment par l'AQL ([Association du Quartier Léopold](#)) et le comité TM ([comité Tervueren-Mongomery](#))

(1) Enquête publique RRU : du 12 décembre 2022 au 20 janvier 2023

<https://urban.brussels/fr/news/rru-enquete-publique>

Il peut être éclairant de lire le rapport du Comité d'experts Good living qui a présidé au projet de RRU :

<https://urbanisme.irisnet.be/pdf/good-living-rru-rapport-experts-fr-20211022-aspubl.pdf/view>

(2) aménagement de la rue de la Loi, de la rue Belliard, du rond-point Schuman, du 50aire (couverture trémie, Musées, parc), boulevard urbain sur l'avenue de Tervueren (tronçon Mérode Stoclet, carrefour étangs Mellaerts), PAD Herman Debroux (démolition viaduc), PAD Mediapark) sur de nombreuses communes (Woluwe Saint Pierre, Woluwe Saint Lambert, Etterbeek, Ixelles, Ville de Bruxelles, Auderghem, Schaerbeek)

(3) Pascal Smet : "Parfois, il faut rendre les gens heureux malgré leur volonté" - Mipim back with a full scale show (16/3/2022)

<https://pro-realestate.be/news-view.asp?L=uk&ccc=0&rrr=0&channel=NEWS&rubr=&V=title&ID=79071>